

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 47/00

ÉFAI – 000096 – EUR 46/10/00

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES DE TORTURE OU DE MAUVAIS TRAITEMENTS / ARRESTATIONS ARBITRAIRES / DÉTENTION AU SECRET

FÉDÉRATION DE RUSSIE  
(TCHÉTCHÉNIE)

Omar Khambiev, ministre tchéchène de la Santé, chirurgien  
Son équipe médicale : Charip Khambiev, Chaïh Zairkhanov, Malika  
Edissoultanova (f), Chirvani Gadaïev, Aboubakar Ismaïlov, Zarema  
Khassimova (f), Aminat Amalaïeva (f), Samroudi Zhabraïlov et jusqu'à  
15 autres personnes

Londres, le 22 février 2000

Le chirurgien Omar Khambiev, ministre tchéchène de la Santé, et son équipe de médecins et d'infirmiers, regroupant jusqu'à 24 hommes et femmes, ont été arrêtés par les forces fédérales russes le 2 ou le 3 février. Amnesty International craint qu'ils ne soient victimes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.

D'après les informations recueillies, ils sont détenus au secret dans le camp de « *tri* » de Mozdok, situé dans l'enceinte d'une base militaire russe dans la République d'Ossétie du Nord, voisine de la Tchétchénie. On ignore où ils se trouvent exactement et quel est leur état de santé.

Omar Khambiev aurait été pris pour cible par les forces russes parce que son frère, Magomed Khambiev, est un commandant militaire tchéchène bien connu.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Des femmes et des hommes franchissant la frontière entre la Tchétchénie et l'Ingouchie sont soumis à des opérations de « *tri* » au niveau du poste de contrôle militaire russe : leurs papiers d'identité sont comparés avec des fichiers informatiques, qui contiendraient notamment des informations sur des membres présumés de groupes armés tchéchènes et leurs proches. Ces personnes sont généralement retenues un certain temps dans un lieu de détention situé au poste de contrôle, avant d'être conduites dans un camp de « *tri* ». D'après les informations recueillies, ces camps sont au moins au nombre de quatre et se situent à Mozdok, à Tchernokozovo, localité située sur le territoire tchéchène contrôlé par les forces russes, et dans la capitale tchéchène, Grozny. Des centaines d'hommes et d'adolescents auraient été emmenés dans ces camps de « *tri* » après avoir été arrêtés dans les villes et villages du district de Naursky, situé dans la région de Grozny, ainsi que dans d'autres zones contrôlées par les forces russes (voir le *Bulletin d'informations 216/99*, EUR 46/39/99 du 17 novembre 1999, et le rapport intitulé *Fédération de Russie – Tchétchénie. Probables violations du droit international humanitaire – Les Tchétchènes persécutés à Moscou*, EUR 46/46/99 du 22 décembre 1999).

Amnesty International craint que les personnes détenues arbitrairement dans ces camps, privées de tout contact avec le monde extérieur, notamment avec leurs proches et des avocats, ne soient tout particulièrement exposées à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements. Dans le cadre de témoignages récemment rendus publics, des personnes anciennement détenues dans le camp de Tchernokozovo ont affirmé y avoir subi des sévices. D'après les informations recueillies par Amnesty International, de nombreuses personnes avaient été victimes de torture et de mauvais traitements, notamment de décharges électriques, dans des centres de « *tri* » pendant le conflit armé qui avait ravagé la Tchétchénie de 1994 à 1996. Des hommes âgés de seize à cinquante-cinq ans avaient été détenus dans des établissements de ce type tout au long de cette guerre.

Jusqu'à une date récente, le gouvernement russe avait toujours nié l'existence de ces camps de « *tri* » secrets. Au cours d'une interview accordée à Radio Svoboda (Radio Liberté) le 16 février, Vladimir Elounine, responsable de la Direction générale de l'application des peines, qui dépend du ministère russe de la Justice, a reconnu l'existence de ces établissements, mais il a démenti toutes les allégations faisant état de torture et de mauvais traitements dans ces camps. Le seul problème dont Vladimir Elounine ait reconnu l'existence réside dans le caractère « *sombre et humide* » des lieux. Parallèlement, le principal représentant du ministère public russe dans le Caucase du Nord, Sergueï Prokopov, a déclaré à l'agence de presse ITAR-Tass qu'après la prise de Grozny, « *les cellules ont été de nouveau remplies avec un grand nombre de prisonniers* ». Nul ne sait exactement combien de personnes sont détenues dans les camps de « *tri* », mais selon certaines sources, au moins 700 individus se trouveraient dans le seul camp de Tchernokozovo.

**ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / fax** (en russe ou dans votre propre langue) :

- exhortez le gouvernement russe à révéler publiquement et sans délai où se trouvent Omar Khambiev et son équipe médicale, notamment les personnes nommées ci-dessus, et quel est leur état de santé, ainsi qu'à indiquer sur quels fondements juridiques reposent leur arrestation et leur détention ;
- demandez instamment aux autorités de leur permettre immédiatement d'entrer en contact avec leurs proches, de consulter les avocats de leur choix et de recevoir des soins médicaux ;
- engagez les autorités à les libérer, à moins qu'il ne soient inculpés d'infractions prévues par la loi ;
- demandez que soit ouverte une enquête sur leur détention au secret et que les responsables soient déférés à la justice ;
- appelez le gouvernement russe à rendre immédiatement publics l'identité, le lieu de détention exact, l'état de santé actuel et les charges retenues à l'encontre de toutes les personnes détenues dans les camps de « tri », qui sont apparemment au moins au nombre de quatre.

**APPELS À :**

**Remarque : les télécopieurs sont généralement déconnectés en dehors des heures de bureau. Il faut ajouter trois heures à l'heure GMT pour obtenir celle de Moscou.**

Président par intérim de la Fédération de Russie,  
Vladimir Poutine :

g. Moskva, Kreml

I.o. Prezidenta Rossiyskoy Federatsii

Fédération de Russie

**Fax** : 7 095 206 6277

**Télégrammes** : Putinu V., Kreml, Moskva, Russie

**Formule d'appel** : *Dear Acting President, / Monsieur le*  
Président de la République,

**Directeur général du Service fédéral de sécurité (FSB),**

**Nicolaï Patrouchev :**

101000 g. Moskva

Bolshaya Lubyanka 1/3

Federalnaya Sluzhba bezopasnosti Rossiyskoy Federatsii

Fédération de Russie

**Fax** : 7 095 975 270

**Télégrammes** : Generalnomu direktoru FSB, Patrushevu N.,  
Moskva, Russie

**Formule d'appel** : *Dear Director General, / Monsieur le*  
Directeur général,

**Procureur général par intérim de la Fédération de Russie,**

**Vladimir Oustinov :**

103793 g. Moskva K-31, Ul. B. Dimitrovka, d15a,

Generalnaya Prokuratura Rossiyskoy Federatsii

Fédération de Russie

**Fax** : 7 095 292 88 48

**Télégrammes** : I.o. Generalnogo prokurora, Ustinovu V.,

Moskva, Russie

**Formule d'appel** : *Dear Acting Procurator General, /*  
Monsieur le Procureur général,

**COPIES À :**

Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie,

**Igor Ivanov :**

g. Moskva 121200

Smolenskaya-Sennaya pl., 32/34

Ministerstvo inostrannykh del RF

Ministru Ivanovu I.

Fédération de Russie

**Fax** : 7 095 230 2130

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Fédération de Russie dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.**

**APRÈS LE 4 AVRIL 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*a version originale a été publiée par Amnesty International,*

*Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.*

*La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*